

Le Cercle du «Matin Dimanche»

Investissons dans nos infrastructures!



Jacqueline de Quattro
Cheffe du Département du territoire et de l'environnement

● La construction ou l'amélioration des infrastructures coûte cher mais est primordiale pour l'avenir. Pourtant des solutions de financement existent.

Pourquoi la Banque nationale suisse (BNS) ou les caisses de pension n'investiraient-elles pas dans nos infrastructures afin de les adapter aux défis du XXI^e siècle? Un fonds pour financer la durabilité des infrastructures! Pas uniquement l'énergie, les télécommunications, mais aussi les infrastructures sociales et économiques. Avec la nouvelle législature qui s'annonce, lançons le débat au niveau na-

tional et examinons sans tabou la faisabilité de telles propositions.

Le défi de la durabilité se joue aujourd'hui. Depuis l'adoption de l'Agenda 2030 et la signature de l'Accord de Paris sur le climat, le développement durable est devenu avec raison une des priorités des politiques publiques et de certains décideurs économiques. Notre modèle de développement doit être repensé et aller vers une société qui préserve, protège et partage davantage. C'est en même temps une belle occasion pour l'économie et l'emploi.

La durabilité concerne toutes les facettes de notre quotidien, y compris nos infrastructures. Que ce soient les barrages, les ponts, les tunnels, les aéroports, les réseaux routiers et ferroviaires, les télécommunications, les hôpitaux, la santé. Ou encore les écoles, mais aussi la recherche et les start-up. Or la Suisse n'investit pas assez dans ses infrastructures.

Le problème est que les investissements coûtent cher. Très cher. Huitante millions rien que pour la réfection du viaduc de Riddes. Et les pouvoirs publics ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour répondre aux besoins du développement des infrastructures. Il faut donc trouver d'autres pistes.

Ainsi, le professeur de l'IMD Stéphane Garelli propose la création d'une Banque d'investissement d'infrastructures, avec garantie de l'État. Il suggère de puiser dans les réserves de devises de la Banque nationale, qui s'élevaient à quelque 700 milliards l'année dernière. Une partie de ces liquidités serait injectée dans l'économie réelle au lieu de rester dans les marchés financiers. Certes, la Confédération et les Cantons, qui touchent les divi-



Le nouveau parlement est le lieu approprié pour réfléchir à de nouvelles bases légales

dendes de la BNS, vont grincer des dents. Mais soyons audacieux et parlons-en.

Une autre piste serait que les institutions de prévoyance privée, qui souffrent aujourd'hui de la réalité des taux négatifs, investissent dans des projets d'infrastructures par le biais de partenariats public-privé. Une pratique que connaissent avec succès le Canada et l'Australie. Une manière durable d'améliorer les rendements des retraités.

L'argent est là, et il pourrait servir à financer et à développer les infrastructures. Une politique volontariste soutiendrait ainsi la croissance et la compétitivité de notre pays. Ce serait tout bénéfique pour l'économie, mais aussi pour la qualité de nos infrastructures. Construire une société durable passe par le changement.

Toutes ces solutions sont crédibles. Elles doivent être discutées et améliorées. Le nouveau parlement est le lieu approprié pour réfléchir à de nouvelles bases légales. À l'image des anciennes générations qui ont notamment investi dans les barrages, soyons visionnaires et ambitieux pour la Suisse de demain.

Facebook Le Matin Dimanche
Retrouvez les textes des personnalités du Cercle du «Matin Dimanche» et participez au débat